

COMMUNICATION FINANCIERE

COMPTES CONSOLIDES
30 JUIN 2020

COMPTES SOCIAUX
30 JUIN 2020

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

RAPPORT FINANCIER ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2020

Le Conseil d'Administration de CDG Capital s'est réuni le 21 septembre 2020, sous la présidence de Monsieur Abdellatif Zaghoun, pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 juin 2020.

INDICATEURS CLES DU PREMIER SEMESTRE 2020

CDG Capital affiche des réalisations notables au titre du 1^{er} semestre 2020, soutenues par le dynamisme et la bonne résilience des activités de l'ensemble CDG Capital et ses filiales.

Au terme du 1^{er} semestre 2020, le **produit net bancaire** consolidé affiche une croissance de **69.8%** à MAD 245 millions, tirée par la bonne tenue des activités de marché et l'amélioration des conditions de refinancement de la banque.

Les **charges générales d'exploitation**, dotations aux amortissements comprises, se maintiennent à MAD 95.4 millions (-0.8% par rapport au S1-2019) et le **coût du risque**, impacté par le contexte de la crise liée à la Covid19, atteint MAD 9.7 millions contre MAD 0.6 million une année auparavant.

Dans ces conditions, le **résultat net part du groupe** s'établit à MAD **89.4 millions** contre MAD 30.5 millions au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Au niveau des comptes individuels, CDG Capital réalise un **bénéfice net** de **MAD 114 millions** contre MAD 42 millions une année auparavant, soit une hausse de MAD 72 millions (+168.9%). Cette performance découle à la fois de la bonne tenue des activités de marché et des dividendes remontés, couplée à une bonne maîtrise du coût de refinancement et des charges générales d'exploitation.

L'**endettement financier** de la banque s'établit à **MAD 6.7 milliards** à fin juin 2020, en hausse de 33% relativement au 31 décembre 2019.

UNE STRUCTURE FINANCIÈRE SOLIDE QUI SE PRESERVE

Les fonds propres prudentiels de CDG Capital s'établissent à MAD 929 millions, induisant un ratio de solvabilité de 21.15% contre 20.05% à fin décembre 2019.

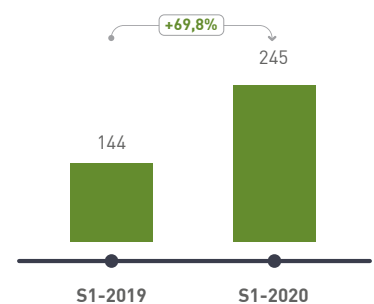
Pour sa part, le ratio de liquidité à court terme (LCR) ressort à 299% en moyenne sur le 1^{er} semestre de l'année en cours.

A PROPOS DE CDG CAPITAL

Créée en 2006, CDG Capital est une Banque de Financement et d'Investissement issue de la consolidation de l'ensemble des lignes métiers dédiées aux marchés financiers au sein du Groupe CDG. Depuis, CDG Capital a su développer une gamme d'expertises pointues, au service d'une clientèle institutionnelle et d'entreprises publiques et privées. La Banque se positionne comme un acteur majeur du secteur bancaire marocain à même :

- D'offrir des expertises affirmées en ingénierie financière, de développer une capacité de financement, d'investissement et de distribution utile aux acteurs publics et privés ;
- D'offrir des solutions d'investissement performantes et efficaces, adaptées aux attentes, aux contraintes et à l'appétence au risque de ses clients. Performantes en termes d'optimisation du couple risque / rendement et efficaces en termes d'exécution et de services ;
- De canaliser et mobiliser l'épargne nationale et d'en assurer une gestion responsable et efficace à la hauteur des enjeux de l'épargne longue ;
- De participer au développement du marché de capitaux et de son infrastructure en s'inscrivant comme un partenaire-acteur des autorités économiques et financières.

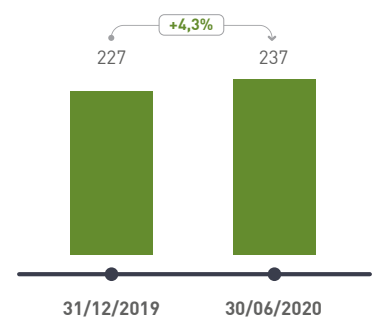
PNB consolidé ⁽¹⁾



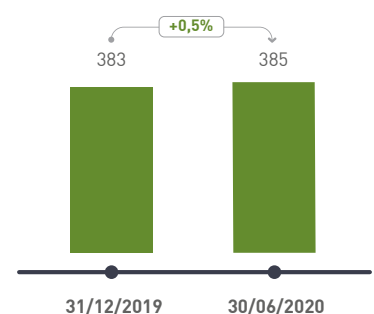
Résultat Net consolidé ⁽¹⁾



Actifs sous gestion ⁽²⁾



Actifs en conservation ⁽²⁾



(1) Montants en millions de dirhams
(2) Encours de fin de période en milliards de dirhams

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES****REFERENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2020 est optionnelle.

BASES DE PRESENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin Juin 2020, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/20		31/12/19		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.

- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).

- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.

- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration des scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands Travaux de Construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou

du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

ACTIF	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 .1.1	28 592	21 636
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 .1.2	7 928 786	5 865 792
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 028 905	5 253 132
Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat		899 881	612 661
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 .1.3	2 364 344	2 173 668
Instruments de dette comptabilisés à la JV par capitaux propres recyclables		2 315 071	2 124 394
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JV par capitaux propres non recyclables		49 274	49 274
Titres au coût amorti	5 .1.4		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5 .1.5	653 680	772 919
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5 .1.6	397 112	384 650
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		17 439	5 594
Actifs d'impôt différé			6 274
Comptes de régularisation et autres actifs	5 .1.7	702 713	865 834
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5 .1.8	96 485	61 911
Immobilisations incorporelles	5 .1.9	45 399	46 083
Ecarts d'acquisition	5 .1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		12 332 786	10 302 595

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	30/06/20	31/12/19
	Actif	Passif
Caisse	370	370
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	28 222	21 265
Total	28 592	21 636

5.1.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2020				31/12/2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 028 905		7 028 905		5 253 132		5 253 132
Bons du Trésor		5 768 063		5 768 063		4 070 989		4 070 989
Obligations et autres titres à revenu fixe		1 098 280		1 098 280		1 060 725		1 060 725
Actions et autres titres à revenu variable								
Titres de participation non consolidés								
Instruments dérivés		162 563		162 563		121 418		121 418
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	766 268	132 781	832	899 881	479 185	132 644	832	612 661
Total	766 268	7 161 686	832	7 928 786	479 185	5 385 776	832	5 865 792

5.1.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2020				31/12/2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*								
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 315 071		2 315 071		2 124 394		2 124 394
Bons du Trésor		567 603		567 603		340 098		340 098
Obligations et autres titres à revenu fixe		1 747 467		1 747 467		1 784 296		1 784 296
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables			49 274	49 274			49 274	49 274
Total	2 315 071	49 274	2 364 344	2 364 344	2 124 394	49 274	2 173 668	2 173 668

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

	30/06/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des actifs financiers à la JVOCI* sous IFRS 9								
Encours bruts	2 329 771			2 329 771	2 132 895			2 132 895
Dépréciations	14 700			14 700	8 501			8 501
Net	2 315 071			2 315 071	2 124 394			2 124 394

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4 Titres au coût amorti

	30/06/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9								
Encours bruts			50 000	50 000			50 000	50 000
Dépréciations			50 000	50 000			50 000	50 000
Net				-				-

5.1.5 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

	30/06/2020				31/12/2019			
	A vue	A terme	Prêt et comptes à terme	Prêt subordonnés et participants	A vue	A terme	Prêt et comptes à terme	Prêt subordonnés et participants
A vue	210 913				231 536			
Comptes ordinaires								
Prêts et comptes au jour le jour								
Valeurs reçues en pension au jour le jour								
A terme		445 571				544 103		
Prêt et comptes à terme		443 586				433 333		
Prêt subordonnés et participants								
Valeurs reçues en pension à terme								100 000
Créances rattachées			1 985					10 769
Encours bruts	656 484	656 484	656 484	775 639	775 639	775 639	775 639	775 639
Dépréciations			2 804					2 720
Encours nets	653 680	653 680	653 680	772 919	772 919	772 919	772 919	772 919

	30/06/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	656 484			656 484	775 639			775 639
Dépréciations	2 804			2 804	2 720			2 720
Net	653 680			653 680	772 919			772 919

5.1.6 Prêts et créances sur la clientèle

	Secteur privé				Total	
	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/20	31/12/19
Crédit de trésorerie		23 226	1 341	24 567	22 888	22 888
- Comptes à vue débiteurs		23 226	1 341	24 567	22 888	22 888
- Créances commerciales						
- Crédits à l'exportation						
Crédit à la consommation				2 195	2 195	2 248
Crédit à l'équipement				372 738	372 738	358 658
Crédit immobiliers				1 182	1 182	1 276
Intérêts courus à recevoir			2 288	2 288	2 288	453
Valeurs reçues en pension						
Créances acquises par affacturage						
Autres créances				7 683	7 683	8 661
Encours bruts		398 252	12 401	410 653	394 183	394 183
Dépréciations		6 602	6 938	13 540	9 533	9 533
Encours nets	391 649	5 463	397 112	397 112	384 650	384 650

	30/06/20				31/12/19			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	403 715		6 938	410 653	387 228		6 955	394 183
Dépréciations	6 602		6 938	13 540	2 714		6 819	9 533
Net	397 112		397 112	397 112	384 514		135	384 650

5.1.7 Comptes de régularisation et autres actifs

	30/06/20	31/12/19
Dépôt de garantie versés et cautionnements constitués	2 257	1 590
Créances fiscales	152 521	162 070
Produits à recevoir et changes comptabilisées d'avance	35 103	43 830
Débiteurs divers	512 832	641 331
Comptes de liaison		17 012
Total	702 713	865 834

5.1.8 Immobilisations corporelles

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2019	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeur brute au 30/06/2020
Terrains et constructions	38 028	1 009		39 037
Matériel, outillage et transp.	5 742	19	25	5 736
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	57 286	1 107	17	58 376
Autres immobilisations corporelles				
En-cours	254			254
Droits d'utilisation	54 658	54 386	30 776	78 269
Total	155 968	56 521	30 818	181 671

Amortissement	Cumul amorti au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Cumul amorti au 30/06/2020
Terrains et constructions	21 223	1 382		22 604
Matériel, outillage et transp.	2 927	409	25	3 311
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	40 534	3 181	17	43 699
Autres immobilisations corporelles				
En-cours				
Droits d'utilisation	29 372	3 297	17 098	15 571
Total	94 057	8 269	17 140	85 186

Valeur nette	31/12/2019	30/06/2020
Terrains et constructions	16 805	16 432
Matériel, outillage et transport	2 815	2 425
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	16 752	14 677
Autres immobilisations corporelles		
En-cours	254	254
Droits d'utilisation	25 286	62 698
Total	61 911	96 485

Droits d'utilisation	31/12/2019	30/06/2020
Immobilier		
Valeur brute	54 658	78 269
Amortissements & dépréciations	29 372	15 571
Valeur nette	25 286	62 698
Mobilier		
Valeur brute		
Amortissements & dépréciations		
Valeur nette	25 286	62 698

5.1.9 Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2019	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeur brute au 30/06/2020
Valeurs brutes	117 778	6 173			123 951
Amortissements	71 696			6 856	78 552
Net	46 083	6 173		6 856	45 399

5.1.10 Ecarts d'acquisition

	31/12/2019	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2020
Valeur brute	98 235					98 235
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
Cumul des pertes de valeur						
CDG Capital Gestion						
CDG Capital Bourse						
CDG Capital Real Estate						
Valeur nette	98 235					98 235

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	97 184	64 233
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		97 184	64 233
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	4 526 630	3 338 889
Dettes envers la clientèle	5.2.3	1 645 877	1 480 906
Titres de créance émis	5.2.4	2 224 611	1 714 786
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		49 852	41 482
Passifs d'impôt différé		9 092	
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 566 726	2 487 172
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions	5.2.6	2 166	2 775
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie			
Capitaux propres		1 210 648	1 172 351
Capitaux propres part du groupe		1 210 648	1 172 351
Capital et réserves liées		930 000	780 000
Réserves consolidées		174 139	305 397
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		17 105	(4 449)
Résultat net de l'exercice		89 403	91 402
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		12 332 786	10 302 595

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2020				31/12/2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat								
Portefeuille de transaction		97 184		97 184		64 233		64 233
Instruments en valeur de marché sur option								
Total		97 184		97 184		64 233		64 233

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Total 30/06/20	Total 31/12/19
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		
Comptes ordinaires créditeurs		2 454	57 767	60 221	61 292
Valeurs données en pension	3 339 006			3 339 006	2 278 264
- au jour le jour					501 779
- à terme	3 339 006			3 339 006	1 776 485
Emprunts de trésorerie		362 473	700 000	1 062 473	970 063
- au jour le jour		100 046	700 000	800 046	970 063
- à terme		262 427		262 427	
Emprunts financiers					
Intérêts courus à payer	1 604			1 604	501
Autres dettes					
Dettes locatives		63 325		63 325	28 769
Total	3 340 610	428 253	757 767	4 526 630	3 338 889

Variation des dettes locatives	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	30/06/2020
Dettes locatives	54 658	54 386	30 776	78 269
Amortissements	25 889	3 597	14 543	14 944
Valeur net	28 769	50 789	16 233	63 325

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30/06/20	Total 31/12/19
Comptes à vue créditeurs	1 385	59 153	880 789	42 191	983 518	599 569
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme		511 085			511 085	504 907
Valeurs données en pension						129 975
Autres comptes créditeurs	133 303	731	10 799	12	144 845	237 531
Intérêts courus à payer		6 430			6 430	8 925
Total	134 688	577 399	891 588	42 203	1 645 878	1 480 906

5.2.4. Titres de créances émis

	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	30/06/2020
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables	1 714 786	1 000 000	490 175	2 224 611
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Total	1 714 786	1 000 000	490 175	2 224 611

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	30/06/2020	31/12/2019
Opération diverses sur titres	2 314 195	2 137 767
Sommes dues à l'Etat	71 853	112 800
Clients avances et acomptes	2 700	2 642
Charges à payer	17 266	27 899
Dividendes à payer		
Autres passifs	160 712	206 065
Total	2 566 726	2 487 172

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/19	Augmentations	Diminutions	30/06/20
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires				
Provisions pour autres risques et charges	2 775		609	2 166
Total	2 775		609	2 166

Variation des provisions	31/12/19	30/06/20
court terme	2 775	2 166
Long terme		
Total	2 775	2 166

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	30/06/20	30/06/19
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	68 297	53 443
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(78 241)	(69 885)
Marge d'intérêt		(9 944)	(16 442)
+ Commission (produits)	6.2	68 990	59 453
- Commission (charges)	6.2	(3 092)	(2 524)
Marge sur commissions		65 898	56 929
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste par résultat	6.3	144 889	61 780
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	865	2 824
+ Produits des autres activités	6.5	54 107	53 239
- Charges des autres activités	6.5	(10 954)	(14 145)
Produit net bancaire		244 861	144 186
- Charges générales d'exploitation	6.6	(80 256)	(84 209)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(15 125)	(11 907)
Résultat brut d'exploitation		149 480	48 071
Coût du risque	6.7	(9 681)	(456)
Résultat d'exploitation		139 799	47 615
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		227	3
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôt		140 026	47 618
- Impôt sur les résultats	6.8	(50 622)	(17 167)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net		89 403	30 452
Intérêts minoritaire			
Résultat net - part du groupe		89 403	30 452
Résultat de base par action (en dirhams)	6.9	9,61	4,83
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.9	9,61	4,83

RESULTAT NET ET GAIN ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/20	30/06/19
Résultat net		89 403	30 452
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		21 554	5 122
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôt			
Total des gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		21 554	5 122
Résultat net et gain et pertes comptabilisés en capitaux propres		110 957	35 574
Dont part du groupe		110 957	35 574
Dont part des minoritaire			

6.1. Marge d'intérêt

	30/06/20	30/06/19
Sur opérations avec les établissements de crédits	20 574	10 148
Sur opérations avec la clientèle	11 046	10 250
Intérêts courus et échus sur titres	36 677	32 671
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail		
Autres intérêts et produits assimilés		374
Produits d'intérêt	68 297	53 443
Sur opérations avec les établissements de crédits	14 412	22 989
Sur opérations avec la clientèle	36 615	23 777
Sur dettes représentées par titres	26 660	21 674
Sur dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail		
Autres intérêts et charges assimilées	554	1 445
Charges d'intérêt	78 241	69 885

6.2. Commissions

	Produits	Charges	30/06/20 Net	Produits	Charges	30/06/19 Net
Gestion et conservation d'actifs	59 608	2 488	57 120	53 079	1 832	51 247
Prestations et services pour conseils financiers	8 959		8 959	5 304		5 304
Autres	423	603	(180)	1 070	693	377
Produits nets des commissions	68 990	3 092	65 898	59 453	2 524	56 929

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/20	30/06/19
Dividendes reçus		296
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	128 987	57 807
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	13 936	5 133
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés	1 966	(1 456)
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes nets	144 889	61 780

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/20	30/06/19
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	865	2 824
Gains ou pertes net	865	2 824

6.5. Résultat des autres activités

	30/06/20	30/06/19
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	43 153	39 095
Produits et charges nets des autres activités	43 153	39 095

6.6. Charges générales d'exploitation

	30/06/20	30/06/19
Charges de personnel	54 543	59 447
Impôts et taxes	1 628	1 978
Services extérieurs et autres charges	24 085	22 784
Charges d'exploitation	80 256	84 209

6.7. Coût du risque

	30/06/20	30/06/19
Dotations aux provisions	10 307	841
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	4 108	
Provisions pour dépréciation des titres	6 199	601
Provisions pour risques		240
Reprises sur provisions	626	385
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	17	385
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	609	
Variation des provisions	9 681	456
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables		
Récupérations sur prêts et créances amorties		
Autres pertes		
Coût du risque	9 681	456

6.8. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	30/06/20	30/06/19
Charge d'impôts courants	48 409	16 780
Charge d'impôts différés	2 213	386
Charge d'impôts de la période	50 622	17 167

6.9. Résultat de base et résultat dilué par action

	30/06/20	30/06/19
Résultat net part du Groupe	89 403	30 452
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	6 300 000
Résultat par action en dirhams	9,61	4,83

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/20	31/12/19
Engagements de financements et de garantie donnés	141 875	1 421 520
Engagements de financement en faveur s'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	137 303	166 832
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés	137 303	166 832
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits donnés		
- Autres cautions, avals et garantie données		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 572	1 254 688
- Garanties de crédits donnés		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données	4 572	1 254 688
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	509 438	509 438
Engagements de financement reçus s'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
- Garantie de crédits	9 438	9 438
- Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues		

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2019	780 000			396 800	8 782	(13 230)	1 172 351		1 172 351
Changement de méthodes comptables									
Autres variations				[2 701]			[2 701]		[2 701]
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2020	780 000			394 099	8 782	(13 230)	1 169 651		1 169 651
Opérations sur capital	150 000						150 000		150 000
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				[219 960]			[219 960]		[219 960]
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2020				89 403			89 403		89 403
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)									
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)					21 554		21 554		21 554
Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (F)									
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					21 55		21 554		21 554
Variation de périmètre									
Autres variations									
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2020	930 000			263 543	30 335	(13 230)	1 210 648		1 210 648

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/20	31/12/19
1. Résultat avant impôts (A)	140 026	147 513
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	15 125	23 609
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	10 274	[809]
5. +/- Dotations nettes aux provisions	[609]	[924]
6. +/- Quote -part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement		
9. +/- Autres mouvements	2 698	[1 847]
10. = Total [2] à [9] des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	27 488	20 029
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	1 306 896	377 703
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	148 501	[725 276]
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	[1 710 894]	[1 135 750]
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	256 864	1 407 680
15. - Impôts versés	[48 823]	[53 749]
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	[47 455]	[129 391]
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	120 058	38 151
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	[62 694]	[59 350]
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	[62 694]	[59 350]
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	[69 960]	[80 000]
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	[69 960]	[80 000]
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	[12 596]	[101 199]
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/20	31/12/19
27. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	191 880	293 079
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	21 636	274 710
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	170 244	18 369
30. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLOTURE	179 284	191 880
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	28 592	21 636
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	150 692	170 244
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	[12 596]	[101 199]

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1. Preuve d'impôts

	30/06/20	31/12/19
Résultat net de l'ensemble consolidé	89 403	30 452
Impôts exigibles (IS)	48 409	16 780
Impôts différés	2 213	386
Total charge fiscale consolidée IFRS	50 622	17 167
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	140 026	47 618
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	36%	36%
Montant de différences de taux mère/filiale	1 187	452
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée	51 810	17 619
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/19	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/20
Impôt différés actifs	6 274		(6 274)	
Impôt différés passifs		2 213	6 879	9 092
Impôts différés actifs/passifs	6 274	(2 213)	(13 153)	(9 092)

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2016 à 2019 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements :

CDG Capital a organisé un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de crédit/engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité de Crédit (CdC) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de crédit/engagement/exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le CGR est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

Segment Corporate

Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office), le processus de gestion est décliné comme suit :

- Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fond de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du CdC ou du CGR. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne ;
- Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie ;
- Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels ;

- Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier ;
- Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés ;
- Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne ;

Segment des personnes physiques (PP)

Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.

Autres Segments

Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises ;
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour) ;
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel ;

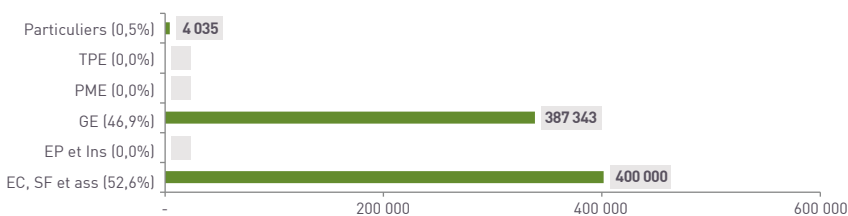
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie), auxquels CDG Capital est exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

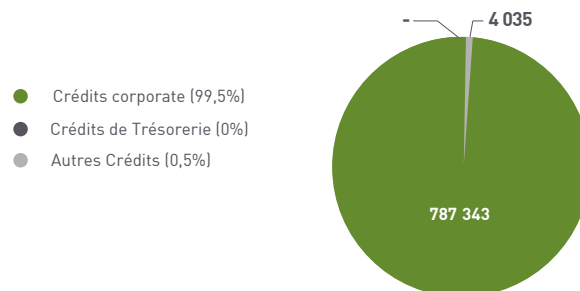
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin Juin 2020 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 30/06/2020

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION :

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filiales de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHÉ

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin juin 2020, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin juin 2020, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 5% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'un déplacement parallèle de la courbe de taux de 200 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le premier semestre 2020, avec un niveau minimum de 142%.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au

management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress tests appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

Au cours des dernières années, CDG CAPITAL a développé des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG CAPITAL dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG CAPITAL a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie de « COVID19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de la banque. Ce processus a permis aux opérationnels :

- De définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ;
- De s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- D'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- De mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG CAPITAL, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...);
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit. A fin juin 2020, les fonds propres prudentiels de CDG Capital aussi bien sur base sociale que consolidée sont composés de plus de 96% des fonds propres de catégorie 1.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par BAM.

A fin juin 2020, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à 929 Mdhs, contre 969 Mdhs sur base consolidée.

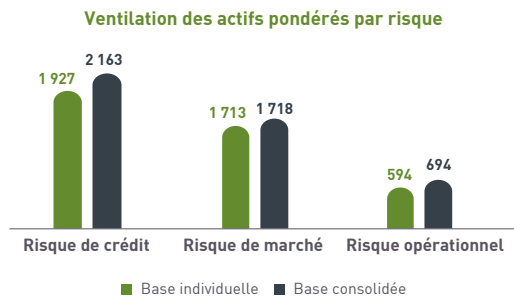
Les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à 780 millions de dirhams.

2.3 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

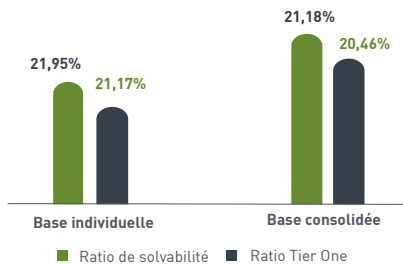
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin juin 2020 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin juin 2020, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG CAPITAL et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;
La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca

MAZARS

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

GROUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2020

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL et de ses filiales (GROUPE CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2020. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1 210 648, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 89 403. Cette situation a été arrêtée par le conseil d'administration, le 21 septembre 2020 dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG Capital arrêtés au 30 juin 2020, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 28 septembre 2020

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit



Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Mazars Audit et Conseil



Taha Ferdaous
Associé

BILAN

ACTIF	30/06/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor Public	28 585	21 625
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	555 942	715 355
. A vue	110 371	171 252
. A terme	445 571	544 103
Créances sur la clientèle	403 051	386 565
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	26 874	25 247
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	374 913	358 999
. Crédits et financements participatifs immobiliers	1 182	1 276
. Autres crédits et financements participatifs	81	1 043
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	9 977 605	7 809 599
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 327 286	4 416 460
. Autres titres de créance	2 908 478	2 923 282
. Certificats de Sukuk	41 892	41 002
. Titres de propriété	699 950	428 855
Autres actifs	755 984	789 882
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	246 136	246 136
. Participation dans les entreprises liées	196 030	196 030
. Autres titres de participation et emplois assimilés	50 106	50 106
. Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	44 198	44 702
Immobilisations corporelles	19 173	21 473
Total actif	12 030 675	10 035 338

HORS BILAN

HORS BILAN	30/06/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES	1 624 748	2 995 483
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	138 638	166 832
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 237	1 255 978
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	1 479 873	1 572 673
ENGAGEMENTS RECUS	982 504	1 220 943
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		
Autres titres à recevoir	473 066	711 505

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

Compte de Produits et de charges	30/06/2020	30/06/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	389 235	317 149
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	20 574	10 148
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	11 046	10 250
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	33 460	31 391
Produits sur titres de propriété et certificats de sukuk	47 800	25 896
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	68 990	60 268
Autres produits bancaires	207 365	179 196
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	156 678	192 799
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	14 677	23 321
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	36 615	23 777
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	23 444	20 394
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	81 943	125 307
PRODUIT NET BANCAIRE	232 556	124 350
Produits d'exploitation non bancaire	673	2 981
Charges d'exploitation non bancaire		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	78 330	75 142
Charges de personnel	42 069	41 438
Impôts et taxes	1 156	1 197
Charges externes	20 720	21 262
Autres charges générales d'exploitation	3 762	4 194
Dotations aux amortis. et aux provisions des immob. incorp. et corp.	10 623	7 052
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	378	252
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	378	252
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	17	774
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	17	18
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions		756
RESULTAT COURANT	154 538	52 711
Produits non courants		
Charges non courantes	877	962
RESULTAT AVANT IMPOTS	153 661	51 749
Impôts sur les résultats	39 694	9 931
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	113 967	41 818

BILAN

PASSIF	30/06/2020	31/12/2019
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 464 548	3 310 291
. A vue	861 499	1 533 339
. A terme	3 603 049	1 776 951
Dépôts de la clientèle	1 656 178	1 506 015
. Comptes à vue créditeurs	993 819	754 660
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	517 514	513 831
. Autres comptes créditeurs	144 846	237 523
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	2 224 611	1 714 786
. Titres de créance négociables émis	2 224 611	1 714 786
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 459 120	2 322 414
Provisions pour risques et charges	21 623	21 245
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	160 231	190 000
Capital	930 000	780 000
Actionnaires, Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	396	109 418
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	113 967	81 169
Total passif	12 030 675	10 035 338

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	30/06/2020	31/12/2019
1. (+) Intérêts et produits assimilés	65 080	51 789
2. (-) Intérêts et charges assimilés	74 736	67 492
MARGE D'INTERET	(9 655)	(15 703)
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION		
5. (+) Commissions perçues	68 990	60 268
6. (-) Commissions servies	2 965	3 392
MARGE SUR COMMISSIONS	66 025	56 876
7. (+/-) Résultat des opérations sur titres de transaction	116 331	48 117
8. (+/-) Résultat des opérations sur titres de placement	2 439	3 894
9. (+/-) Résultat des opérations de change	11 460	7 199
10. (+/-) Résultat des opérations sur produits dérivés	(793)	490
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	129 436	59 701
11. (+) Divers autres produits bancaires	47 800	25 896
12. (-) Diverses autres charges bancaires	1 050	2 420
PRODUIT NET BANCAIRE	232 556	124 350
13. (+/-) Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	673	2 981
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire		
16. (-) Charges générales d'exploitation	78 330	75 142
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	154 899	52 189
17. (-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(17)	(18)
18. (-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	378	(504)
RESULTAT COURANT	154 538	52 711
RESULTAT NON COURANT	(877)	(962)
19. (-) Impôts sur les résultats	39 694	9 931
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	113 967	41 818

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2020	30/06/2019
(+/-) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	113 967	41 818
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	10 623	7 052
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	378	252
23. (+) Dotations aux provisions réglementées		
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions		(756)
26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(227)	(3)
27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	124 741	48 363
31. (-) Bénéfices distribués	-219 960	-230 000
(+) AUTOFINANCEMENT	-95 219	-181 637

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2020	31/12/19
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	341 435	570 571
2.(+) Récupérations sur créances amorties		
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	446	3 651
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-156 678	-330 909
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-877	-2 207
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-67 707	-147 744
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-39 694	-25 949
I.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	76 924	67 413
VARIATION DES :		
8.(±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	159 412	12 692
9.(±) Créances sur la clientèle	-16 486	-24 994
10.(±) Titres de transaction et de placement	-2 168 006	-1 478 735
11.(±) Autres actifs	33 915	86 140
12.(±) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13.(±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 154 257	191 222
14.(±) Dépôts de la clientèle	150 164	-687 984
15.(±) Titres de créance émis	509 825	406 532
16.(±) Autres passifs	136 706	1 291 791
II.SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-40 212	-203 336
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	36 712	-135 923
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières		17 540
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	227	122
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières		-69 982
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-7 818	-10 954
21.(+) Intérêts perçus		
22.(+) Dividendes perçus	47 800	26 129
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	40 209	-37 146
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.(+) Emission de dettes subordonnées		
25.(+) Emission d'actions	150 000	150 000
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.(-) Intérêts versés		
28.(-) Dividendes versés	-219 960	-230 000
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-69 960	-80 000
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV -V)	6 960	-253 069
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	21 625	274 694
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	28 585	21 625

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

CDG Capital est assujettie au plan comptable des établissements de crédit (PCEC)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2020	Total 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	28 585	15 845	10 353	84 172	138 956	192 856
VALEURS RECUES EN PENSION						100 000
- au jour le jour						
- à terme						100 000
PRETS DE TRESORERIE		43 586			43 586	
- au jour le jour						
- à terme		43 586			43 586	
PRETS FINANCIERS		400 000			400 000	433 333
AUTRES CREANCES						22
INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 985			1 985	10 769
CREANCES EN SOUFFRANCE						
Total	28 585	461 417	10 353	84 172	584 528	736 980

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30/06/2020	Total 31/12/2019
CREDITS DE TRESORERIE		9 429	13 797	1 341	24 567	22 888
- Comptes à vue débiteurs		9 429	222	1 341	10 992	11 273
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie			13 575		13 575	11 614
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 195	2 195	2 248
CREDITS A L'EQUIPEMENT			372 738		372 738	358 658
CREDITS IMMOBILIERS				1 182	1 182	1 276
AUTRES CREDITS			81		81	1 043
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR			2 288		2 288	453
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL		11 717	388 903	4 718	403 051	384 565

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2020	Total 31/12/2019
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	2			5	7	9 825
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	2			5	7	9 825
TITRES NON COTES	2 104 395	6 908 057	768 495	156 146	9 937 094	7 765 538
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		6 316 361			6 316 361	4 409 947
OBLIGATIONS	47 818	517 736	39 925	156 146	761 625	645 377
AUTRES TITRES DE CREANCE	2 056 578	32 067	28 627		2 117 272	2 250 182
CERTIFICATS DE SUKUK		41 892			41 892	41 002
TITRES DE PROPRIETE			699 943		699 943	419 030
Total	2 104 397	6 908 057	768 495	156 151	9 937 100	7 775 363

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	6 866 343	6 867 766	6 387 122			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	5 768 063	5 769 104	5 320 229			
OBLIGATIONS	198 937	199 011	186 000			
AUTRES TITRES DE CREANCE	857 451	857 759	839 000			
CERTIFICATS DE SUKUK	41 892	41 892	41 892			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	3 072 152	3 128 195	2 329 877	66 331	1 458	1 394
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	548 298	567 603	512 300	19 305		
OBLIGATIONS	564 083	566 413	559 610	12 578	1 394	1 394
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 259 821	1 273 331	1 257 967	13 484		
TITRES DE PROPRIETE	699 950	720 848		20 964	64	
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

ACTIF	30/06/20	31/12/19
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	755 984	789 882
Sommes dues par l'Etat	148 813	139 694
Débiteurs divers	478 483	509 053
Produit à recevoir	33 026	43 577
Charges constatées d'avance	2 077	253
Autres comptes	93 585	97 305
Total	755 984	789 882

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

PASSIF	30/06/20	31/12/19
Instruments optionnels vendus		
Operations diverses sur titres	2 314 195	2 137 767
Crediteurs divers	144 925	184 647
Sommes dues à l'Etat	93 098	118 630
Créditeurs Divers	5 939	4 925
Dettes Fournisseurs	17 878	17 787
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	28 009	43 305
Total	2 459 120	2 322 414

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 30/06/2020

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIÉES					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	"GESTION DE FONDS IMMOBILIERS"	1 000	100%	1 520	1 520
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	7,98%	773	773
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	0.0%	59	59
SAI MDIQ	IMMOBILIER	1 098 300	6.8%	70 274	49 274
TOTAL PARTICIPATIONS				267 136	246 136
EMPLOIS ASSIMILES					
Total général				267 136	246 136

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30/06/2020

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov début de l'ex.	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	103 797	6 098		109 895	59 095	6 603		65 697	44 198
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	100 401	5 692		106 094	59 095	6 603		65 697	40 396
-Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	3 396	406		3 802					3 802
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	65 017	1 720	24	66 713	43 544	4 021	24	47 540	19 173
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	20 372	1 009		21 382	13 836	1 114		14 950	6 432
. Terrain d'exploitation									
. Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	20 372	1 009		21 382	13 836	1 114		14 950	6 432
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	44 644	711	24	45 332	29 708	2 907	24	32 590	12 741
. Mobilier de bureau d'exploitation	5 980	318		6 298	3 270	257		3 526	2 772
. Matériel de bureau d'exploitation	1 020	19		1 040	841	34		876	164
. Matériel informatique	35 124	374	17	35 481	24 759	2 365	17	27 107	8 374
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 520		7	2 513	837	251	7	1 082	1 431
. Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobilier et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	168 814	7 818	24	176 608	102 638	10 623	24	113 238	63 371

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
31/01/2020	Matériel de transport	3	3		70	70	
28/02/2020	Matériel de transport	4	4		156	156	
06/01/2020	Matériel informatique	17	17		2	2	
Total		24	24		227	227	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2020	Total 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		2 454	57 767		60 221	61 292
VALEURS DONNEES EN PENSION	3 339 006				3 339 006	2 278 264
- au jour le jour						501 779
- à terme	3 339 006				3 339 006	1 776 485
EMPRUNTS DE TRESORERIE		362 427			1 062 427	970 000
- au jour le jour		100 000	700 000		800 000	970 000
- à terme		262 427			262 427	
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES		1 244			1 244	171
INTERETS COURUS A PAYER	1 604	18	29		1 651	564
TOTAL	3 340 610	366 142	57 796		4 464 548	3 310 291

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2020	Total 31/12/19
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	6 540	62 915	887 450	36 913	993 818	1 286 923
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		511 085			511 085	1 528 450
AUTRES COMPTES CREDITEURS	133 303	731	10 800	12	144 846	26 299
INTERETS COURUS A PAYER		6 430			6 430	28 704
TOTAL	139 843	581 161	898 249	36 925	1 656 178	2 870 375

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPÔTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPÔTS	06/12/2019	01/09/2020	100	2,49%	INFINE	350 000			
CERTIFICATS DE DEPÔTS	06/12/2019	01/12/2020	100	2,52%	INFINE	350 000			
CERTIFICATS DE DEPÔTS	06/12/2019	01/06/2021	100	2,60%	INFINE	350 000			
CERTIFICATS DE DEPÔTS	13/03/2020	11/09/2020	100	2,49%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPÔTS	13/03/2020	12/03/2021	100	2,55%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPÔTS	16/06/2020	15/09/2020	100	2,16%	INFINE	17 800			
CERTIFICATS DE DEPÔTS	16/06/2020	15/12/2020	100	2,23%	INFINE	80 400			
CERTIFICATS DE DEPÔTS	16/06/2020	16/03/2021	100	2,29%	INFINE	401 800			
Total						2 200 000			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt emprunts obligataires Bons des sociétés de financement Autres titres de créances / (2) amortissement annuel ou infini

PROVISIONS AU 30/06/2020

PROVISIONS	31/12/19	Dotations	Reprises	Autres variations	30/06/20
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	91 049	3 220	3 207		91 063
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 819		17		6 803
Titres de placement	51 364	3 220	3 190		51 394
Titres de participation et emplois assimilés	21 000				21 000
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	11 866				11 866
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	21 245	378			21 623
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par Signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	20 376	378			20 754
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	869				869
Provisions réglementées					
Total	112 294	3 598	3 207		112 686

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/20	31/12/19
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	144 875	1 422 810
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	138 638	166 832
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	138 638	166 832
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avais et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 237	1 255 978
Garanties de crédits données		
Caution et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	6 237	1 255 978
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	509 438	509 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
Garanties de crédits	9 438	9 438
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	930 000 000
Montant du capital social souscrit et non appelé	0
Valeur nominale des titres	100

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Exercice actuel	Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	7 799 994	9 299 994	100%	100%
MR ABDELLATIF ZAGHNOUN	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR YASSINE HADDAOUI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR KHALID EL HATTAB	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		7 800 000	9 300 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/19	Affectation du résultat	Autres variations	30/06/20
Réserves et primes liées au capital	190 000	-38 000	8 231	160 231
Réserve légale	50 000		8 231	58 231
Autres réserves	140 000	-38 000		102 000
Capital	780 000		150 000	930 000
Capital appelé	780 000		150 000	930 000
Report à nouveau (+/-)	109 419	-109 418	396	397
Résultat net de l'exercice (+/-)	81 169	-81 169		113 967
Total	1 160 588	-228 588	158 628	1 204 595

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	30/06/20	31/12/19
Engagements donnés	1 479 873	1 572 673
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	1 479 873	1 572 673
Engagements reçus	473 066	711 505
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	473 066	711 505

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME			3 684 959	3 269 267
Devises à recevoir			1 291 039	1 077 090
Dirhams à livrer			185 370	
Devises à livrer			1 617 117	1 585 762
Dirhams à recevoir			591 433	606 415
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS			363 723	215 289
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			363 723	215 289
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 30/06/20

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques	233 270		
Autres valeurs et sûretés réelles	4 502 070		
Total	4 735 340		

Valeurs et sûretés donnés en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 412 131		
Autres titres	1 151 312		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	4 563 443		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 30/06/20

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	153 958				401 985	555 942
Créances sur la clientèle	11 255	1	2 337	32 522	356 935	403 051
Titres de créance	15 038	68 447	1 159 205	4 307 620	3 727 345	9 277 656
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isthitmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
Total	180 250	68 449	1 161 542	4 340 142	4 486 265	10 236 649
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 464 548					4 464 548
Dettes envers la clientèle	1 462 173		194 005			1 656 178
Titres de créance émis		505 724	1 512 884	206 003		2 224 611
Emprunts subordonnés						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isthitmar reçus						
TOTAL	5 926 721	505 724	1 706 889	206 003		8 345 337

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE AU 30/06/20

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
25	4 341 278

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels

VENTILATION DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	30/06/20
ACTIF :	591 880
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	84 172
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et invest	507 708
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF :	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	30/06/20
Engagements donnés	1 695 072
Engagements reçus	1 339 831

MARGE D'INTERET

	30/06/2020	30/06/2019
INTERETS PERCUS	65 080	51 789
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	20 574	10 148
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	11 046	10 250
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	33 460	31 391
INTERETS SERVIS	74 736	67 492
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	14 677	23 321
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	36 615	23 777
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	23 444	20 394

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	30/06/2020	30/06/2019
Titres de placement		296
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	47 800	25 600
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
Total	47 800	25 896

COMMISSIONS

Commissions	30/06/2020	30/06/2019
COMMISSIONS PERCUES	68 990	60 268
Commissions sur Fonctionnement de compte	182	192
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	52 953	51 020
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	8 959	5 304
Autres commissions sur prestations de services	6 896	3 752
COMMISSIONS SERVIS	2 965	3 392
Charges sur moyens de paiement	290	580
Commissions sur achats et vente	36	92
Commissions sur droits de garde	2 337	2 451
Autres charges sur prestations	302	268

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2020	30/06/2019
PRODUITS	159 413	179 196
Gains sur les titres de transaction	139 759	160 478
Plus value de cession sur titres de placement	2 880	5 113
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	3 190	3 131
Gains sur les produits dérivés	437	1 370
Gains sur les opérations de change	13 148	9 103
CHARGES	29 977	119 495
Pertes sur les titres de transaction	23 428	112 361
Moins value de cession sur titres de placement	411	2 099
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	3 220	2 252
Pertes sur les produits dérivés	1 230	880
Pertes sur opérations de change	1 688	1 904
Résultat	129 436	59 701

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	30/06/2020	30/06/2019
Charges de personnel	42 069	95 818
Rémunérations du personnel	17 494	66 135
Charges sociales	5 047	9 768
Autres charges	19 528	19 915
Impôts et taxes	1 156	2 290
Charges externes	20 720	42 308
Autres charges générales d'exploitation	3 762	7 329
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	10 623	15 325
Total	78 331	163 069

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/2020	30/06/2019
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	125 422	54 719
Autres produits bancaires	207 365	179 196
Autres charges bancaires	81 943	125 307
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	673	2 981
Produits d'exploitation non bancaires	673	2 981
Charges d'exploitation non bancaires		
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	378	252
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	17	774
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	877	962
Produits non courants		
Charges non courantes	877	962

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 1^{ER} JANVIER 2019 AU 30 JUIN 2020

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	232 556	154 899	153 661
- Autres activités			
Total	232 556	154 899	153 661

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	232 556	154 899	153 661
- Autres zones			
Total	232 556	154 899	153 661

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL AU 30/06/20

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	113 966 541	
. Bénéfice net	113 966 541	
. Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	41 115 351	
1- Courantes	544 389	
- Charges sur exercices antérieurs		
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions		
- Charges non déductible	544 389	
2- Non courantes	40 570 961	
- Impôts sur les sociétés	39 694 300	
- Contribution à la solidarité	876 661	
III - DEDUCTIONS FISCALES		47 800 000
1- Courantes		47 800 000
- Produits des titres de participations et placement		47 800 000
- Reprise de provisions sur créances		
2- Non courantes		
TOTAL	155 081 892	47 800 000
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		107 281 892
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) OU (B)		107 281 892
. Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)		
. Exercice n-1		

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I. DETERMINATION DU RESULTAT	30/06/20
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	154 537 503
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	544 389
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	47 800 000
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	107 281 892
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	39 694 300
. Résultat courant après impôts (=)	114 843 203

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 30/06/20

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	31 869	192 333	148 116	76 086
B. TVA à récupérer	3 440	15 741	14 003	5 178
. Sur charges	2 691	14 284	12 818	4 157
. Sur immobilisations	749	1 457	1 185	1 021
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	28 429	176 593	134 113	70 908

PASSIFS EVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2016 à 2019 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés	B- Affectation des résultats
Décision de l'AGO du 31/03/2020	RESERVES LEGALES 8 231
Report à nouveau 109 418	RESERVES FACULTATIVES
Résultats nets en instance d'affectation	Dividendes 219 960
Résultat net de l'exercice 81 169	RAN 396
Prélèvements sur les bénéfices	
Autres prélèvements	
Reserves facultatives 38 000	
Total 228 588	TOTAL B 228 588

EFFECTIFS

EFFECTIFS	30/06/2020	31/12/2019
Effectifs rémunérés	159	158
Effectifs utilisés	159	158
Effectifs équivalent plein temps	159	158
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	159	158
Cadres (équivalent plein temps)	154	153
Employés (équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 30/06/2020

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	30/06/2020	30/06/2020
Titres dont l'établissement est dépositaire	560	105 331 453
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 062 185
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	56	58 524 865
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	501	44 744 402
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	30/06/2020	31/12/2019
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/2020	31/12/19
Comptes courants	401	385
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 980	1 977
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	8	9
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	8	9
Total	2 397	2 380

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A2 ETAT DES DEROGATIONS
- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
- B16 DETTES SUBORDONNEES

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca

MAZARS

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

CDG CAPITAL S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2020

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL S.A comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'état des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2020. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 1 204 595, dont un bénéfice net de KMAD 113 967, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur. Cette situation a été arrêtée par le conseil d'administration, le 21 septembre 2020 dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL S.A arrêtés au 30 juin 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 septembre 2020

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit



Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Mazars Audit et Conseil



Taha Ferdaous
Associé